

Prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité (TURPE 7 HTA-BT)

Date de la contribution : 21/11/2024

cette réponse se réfère au paragraphe « Quantifications et analyses environnementales » qui figure page 410.

RTE est un acteur essentiel de la transition énergétique en France et en Europe. Par l'ampleur de son réseau existant et les perspectives de développement à long terme de celui-ci il joue un rôle majeur dans l'aménagement du territoire en interaction avec l'ensemble des acteurs de la filière : industriels, élus et usagers. A ce titre il a donc des effets non seulement sur les questions énergétiques mais aussi économiques, sociales, planification et environnementales (climat et biodiversité). Mais, à ce jour, nous constatons la persistance d'un fort déficit de connaissances sur les problématiques croisant biodiversité, climat et enjeux sociétaux ou économiques comme industriels. Cette complexité interdit, par essence, toute solution clé en main. Elle impose au contraire une forte capacité de synthèse pour accroître l'efficacité d'ensemble.

A ce stade, seule une recherche ambitieuse, volontaire et soutenue comme ce que RTE a engagé depuis sa création est capable de répondre à la convergence des défis. L'effet levier bénéfique engendré par ces recherches portant sur l'ensemble du cycle de vie des infrastructures offre ainsi un potentiel d'adaptabilité majeur à long terme. La capacité de RTE à maîtriser la complexité des enjeux est une garantie de soutenabilité des investissements. L'investissement dans une capacité de recherche affirmée, soutenue et continue sera seule capable de répondre aux défis dressés par l'Agence internationale de l'énergie l'an passé. Dans ce rapport seule la société RTE, au niveau mondial, grâce à une vraie capacité de recherche a été en mesure de proposer une réflexion sur ce cadre justement grâce à sa capacité à mobiliser et utiliser les produits de recherche (cf page 74 du rapport - <https://iea.blob.core.windows.net/assets/ea2ff609-8180-4312-8de9-494bcf21696d/ElectricityGridsandSecureEnergyTransitions.pdf>).

L'atteinte de la neutralité carbone et les conséquences climatiques, économiques et sanitaires du déclin de la biodiversité sont réciproquement liées, et sont un enjeu majeur porté par des travaux et des accords internationaux (GIEC, IPBES, accords de Paris et de Kunming-Montréal), avec une traduction législative et réglementaire croissante, au niveau national et européen. Les acteurs de l'énergie, avec RTE en première ligne ont pour objectif de répondre à ce double enjeu et honorer les engagements de l'Etat, doivent accompagner cette transition dans les territoires, permettre à notre économie de se décarboner, se montrer irréprochables sur le plan réglementaire et moteurs sur le plan sociétal. Ils doivent également répondre de la prise en compte de ces enjeux auprès des financeurs, attentifs à leur performance extra-financière ainsi qu'à celle des acteurs économiques qui, de plus en plus, se raccordent au système électrique.

Mais nous constatons que l'attention réelle aux enjeux biodiversité est au final mal prise en compte dans le déploiement, les chantiers et lors des phases d'exploitation des infrastructures, conduisant les opérateurs à renoncer au déploiement de solutions qui répondraient aux enjeux environnementaux et renforceraient l'acceptabilité et l'accompagnement des projets. Ces difficultés sont amplifiées par une hétérogénéité des critères d'évaluation des objectifs et des résultats selon les types d'infrastructures. Si les critères climatiques sont assez bien définis pour les projets d'EnR, l'objectivation des critères biodiversité est beaucoup plus ardue pour l'ensemble des infrastructures (production et transport d'énergie), encore plus lorsque les deux se combinent (ex les solutions fondées sur la nature – SFN). Cette situation conduit à une opposition manifeste entre les enjeux de transition énergétique et les enjeux de protection du patrimoine vivant, lequel constitue un levier majeur pour l'atteinte de la neutralité carbone, tout en recelant des solutions d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets.

La combinaison d'une difficulté à cerner les enjeux et une volonté de maîtriser impérativement les coûts limitent par ailleurs les ambitions environnementales finales. Les entités en charge du financement des infrastructures de production, et du déploiement et de l'exploitation des réseaux souffrent ainsi d'un déficit assez marqué de connaissances permettant de mieux orienter leurs investissements en pour intégrer intégrant la biodiversité dès les phases les plus amont, puis dans la vie des ouvrages et l'entretien de leurs emprises. La multiplication des standards, des labels et des normes de reporting extra financier génère ainsi un surcroît de travail qui nuit à la définition d'objectifs clairs, tenus dans la durée. L'entrée en vigueur de la CSRD et un alignement entre les types d'infrastructures sur les critères va orienter potentiellement une optimisation d'ensemble, valorisant les opportunités environnementales de ces emprises, si tant est qu'elles puissent pleinement intégrer les enjeux écologiques des territoires sur lesquels elles sont, ou viennent, s'implanter. Une amélioration des pratiques passera aussi par une amplification des moyens mis dans la conception des projets afin qu'ils combinent mieux qu'aujourd'hui les finalités énergétiques avec celles écologiques et paysagères, s'intégrant au projet de territoire sur le moyen et long terme. Une meilleure prise en compte des enjeux écologiques et paysagers pourrait s'appuyer sur des grilles multicritères, comme celle déjà utilisée pour la notation de la qualité environnementale des projets de petite hydroélectricité. Celle-ci représente 25% de la note totale et inclut des sous-critères sur la sensibilité environnementale des milieux impactés, le respect des continuités écologiques, les effets cumulés et l'intégration paysagère.

Dans les phases plus aval, de chantier et d'exploitation/gestion, les principaux écueils viennent d'une approche non territorialisée qui ne tient pas compte ni de l'empilement des infrastructures, ni des contraintes légales liées aux territoires traversés (zones protégées). Les décalages juridiques imposés par plusieurs lois prises successivement ne sont pas non plus encore totalement intégrées (loi Climat et résilience, loi biodiversité...) ce qui génère un volume croissant de contentieux dont les surcoûts ne sont pas intégrés de manière consolidée ou alors pas avec des moyens adaptés. L'ampleur des infrastructures à réaliser serait l'occasion de créer des synergies accélératrices de la mise en œuvre de ces textes et des politiques publiques qui en découlent pour répondre aux enjeux environnementaux des territoires. Enfin les dynamiques temporelles et d'effets à long terme sont aussi quasi absentes des critères. Cela engendre de ce fait un risque non négligeable d'effets indésirables cumulatifs.

En synthèse, l'action multiple de RTE en faveur de recherches appliquées, que ce soit au niveau local, national (comme avec le programme de recherche [ITTECOP](#) co-porté par le MTE, le ministère des finances,, les agences de l'environnement (Ademe), de l'OFB en lien avec les principaux opérateurs), européen ([Life Elia RTE](#) ou [projet BISON](#)) ou international (dans le cadre de la CIGRE) joue un rôle décisif sur la capacité de résilience à long terme du réseau. La recherche est un atout qu'il faut renforcer et dont les bénéfices sont critiques pour soutenir la totalité de la chaîne de valeur ainsi que cela a été démontré lors de la réunion mondiale des investisseurs en infrastructures lors de l'Infraweek au ministère des finances le 4 novembre dernier (<https://youtu.be/ADG2F1EKzQw>).